

MINISTERE DE LA SECURITE PUBLIQUE

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,  
DE LA FONCTION PUBLIQUE  
ET DES LOIS SOCIALES

VISA FIN N° 181 -SGEAE du 25/01/24

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 584/2024

VISA DGCF N° 481 du 25/01/24

Portant ouverture de concours et fixant les conditions d'organisation et de participation aux concours d'entrée à l'Ecole Nationale Supérieure de Police (ENSP) Ivato pour le recrutement de vingt (20) Elèves Commissaires de Police.

LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE,  
LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES,

- Vu la Constitution ;
- Vu la Loi N° 96-026 du 02 Octobre 1996 portant Statut Général Autonome des Personnels de la Police Nationale ;
- Vu la Loi N° 2003-011 du 03 Septembre 2003 portant Statut général des Fonctionnaires ;
- Vu la Loi N° 2016-020 du 22 Août 2016 sur la lutte contre la corruption ;
- Vu le Décret N° 93-429 du 04 Août 1993 portant création de l'Ecole Nationale Supérieure de Police ;
- Vu le Décret N° 2002-1546 du 03 Décembre 2002 et le Décret N° 2003-449 du 02 Avril 2003 portant le Statut Particulier du Corps des Inspecteurs Généraux, Contrôleurs Généraux et Commissaires de Police et le Décret N° 2013 - 022 du 15 Janvier 2013 portant rectificatif de certaines dispositions du Statut Particulier du Corps des Inspecteurs Généraux, Contrôleurs Généraux et Commissaires de Police ;
- Vu le Décret N° 2003-455 du 08 Avril 2003 modifié et complété par le Décret N° 2003-1179 du 23 Décembre 2003 relatif à la hiérarchie, l'échelonnement indiciaire et aux régimes d'indemnités du corps des Inspecteurs Généraux, Contrôleurs Généraux et Commissaires de Police ;
- Vu le Décret N° 2011-446 du 09 Août 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N° 2004-730 du 27 juillet 2004 fixant les modalités de recrutement et de nomination des fonctionnaires ;
- Vu le Décret N° 2011-447 du 09 Août 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N° 2005-500 du 19 juillet 2005 régissant les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs ;
- Vu le Décret N° 2024-007 du 04 Janvier 2024, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le Décret N° 2024-020 du 14 Janvier 2024, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le Décret N° 2019-072 du 06 Février 2019 fixant les attributions du Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique, et des Lois Sociales, ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;
- Vu le Décret n°2022-551 du 20 avril 2022 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2020-157 du 18 Février 2020 fixant les attributions du Ministre de la Sécurité Publique, ainsi que l'organisation générale de son Ministère;
- Vu l'Arrêté interministériel N° 22387/2011 du 22 Juillet 2011 portant fixation des nouveaux taux d'allocation d'entretien des Elèves des Ecoles de Police durant leur formation initiale ;
- Vu l'Arrêté N° 21 294/2018 du 09 Octobre 2018 Modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté N°5515/2012 du 30 mars 2012 portant règlement organique de l'Ecole Nationale Supérieure de Police, sur les conditions d'admission, les modalités de scolarité, les règles de nominations, de rémunération et la discipline des Elèves;
- Vu la Lettre N° 533-2023-MEF/SG/DGBF/DGEAE/SGEAE du 21 novembre 2023, portant octroi de nouveau poste budgétaire au titre de l'année 2023
- Vu la Note N° 006/2024-PM/SGG/SC portant communication verbale relative à l'ouverture de concours pour le recrutement de 1200 élèves Policiers au titre de l'année 2023.

ARRENTENT :

**Article premier.** Le Ministère de la Sécurité Publique organise un concours direct et un concours professionnel d'entrée à l'Ecole Nationale Supérieure de Police à Ivato pour le recrutement de vingt (20) Elèves Commissaires de Police.

Les concours comportent chacun deux phases :

- La première série d'épreuves aura lieu les **04 et 05 mai 2024** dans les six centres suivants :

- ANTANANARIVO RENIVOHITRA
- TOAMASINA I
- MAHAJANGA I
- ANTSIRANANA I
- FIANARANTSOA I
- TOLIARA I

- La deuxième série d'épreuves se déroulera aux dates, heures et lieux qui seront fixés ultérieurement.

**Article 2.** La répartition des **vingt (20)** places mises aux concours est fixée comme suit :

- Concours direct : **seize (16) places** pour les candidats purement direct (ECPD) ;
- Concours professionnel : **quatre (04) places** (ECPD).

Conformément à l'article 13 du Décret n°2011-447 du 09 Août 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n°2005-500 du 19 Juillet 2005 régissant les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs, les places sont demeurées vacantes et ne sont pas attribuées à l'autre type de concours si le nombre de candidats définitivement admis à l'un des types de concours est inférieur au nombre initialement prévu.

**Article 3.** Conformément aux dispositions de l'Article 21 de la loi n° 96-026 du 02 Octobre 1996 portant Statut Général Autonome des Personnels de la Police Nationale, chaque candidat doit réunir les conditions générales suivantes :

- être de nationalité malagasy ;
- jouir de ses droits civiques et être de bonne vie, mœurs et moralité ;
- être exempt de toute condamnation à une peine privative de liberté avec ou sans sursis ;
- être en position régulière vis-à-vis du Service National ;
- remplir les conditions physiques et médicales exigées pour l'exercice de la fonction policière et être reconnu apte à un service de jour comme de nuit.

**Article 4. Le concours direct est ouvert aux candidats des deux sexes :**

- âgé de 21 ans au moins et 40 ans au plus à la date du présent Arrêté ;
- ayant la taille minimale de 1,60m pour les femmes et 1,65m pour les hommes pieds nus sous la toise ;
- possède 10/10<sup>ème</sup> d'acuité visuelle pour les deux yeux ;
- titulaires de DIPLOME de Maîtrise ou Master I de l'enseignement supérieur ou d'un DIPLOME reconnu équivalent par le Ministère en charge de la Fonction Publique ;

Les fonctionnaires de Police, qui souhaitent participer au concours direct, doivent impérativement remplir les conditions requises.

**Le concours professionnel est ouvert :**

- aux fonctionnaires de police des deux sexes dans le Corps des Officiers de Police, qui, à la date de l'Arrêté portant ouverture du concours, réunissent au minimum quatre (04) ans de service effectif dans leur Corps, exclu du stage probatoire.

**Article 5.** Conformément à l'article 27 nouveau du Décret n°2011-447 du 09 Août 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n°2005-500 du 19 Juillet 2005 régissant les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs, tout élève en cours de formation au sein d'un établissement public de formation professionnelle ne peut plus se présenter à un autre concours de recrutement d'agents de l'Etat.

**Article 6.** Le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes:

#### **A. POUR LE CONCOURS DIRECT**

- Deux Fiches d'inscription remplies en bonne et due forme à retirer auprès du service responsable de la réception du dossier de candidature (spécimen à retirer au service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>) (Cf. ANNEXE I) ;
- Une enveloppe kraft de grand format comportant en caractère majuscule les noms et prénoms du candidat, la catégorie et le centre d'examen choisi.

- Quatre photos d'identité récentes et identiques avec mention du nom, prénoms et catégorie du concours choisie en verso (bien lisible) ;
- Une photographie récente du candidat sur pieds avec mention du nom, prénoms et catégorie du concours choisie en verso (bien lisible) ;
- Deux enveloppes timbrées à mille Ariary (1000 Ar) avec adresse et numéro de téléphone du candidat ;
- Un reçu ou récépissé de versement en espèce de soixante mille Ariary (60 000 Ariary) à titre de droit d'inscription, au compte numéro : 05000/1 566776 000 0 (62), de la BOA au profit du Ministère de la Sécurité Publique. Ce droit est non remboursable en cas d'échec ou de rejet ;
- Une photocopie certifiée conforme à l'original de la Carte d'Identité Nationale bien lisible ;
- Une autorisation écrite du chef hiérarchique pour les candidats ayant la qualité de fonctionnaire ou militaire ;
- Une demande manuscrite indiquant le centre d'examen choisi par le candidat adressée à Monsieur LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE ;
- Une lettre de motivation manuscrite adressée à Monsieur LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE ;
- Une lettre de déclaration sur l'honneur du candidat (spécimen à retirer auprès du service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>) (Cf. ANNEXE III) ;
- Un extrait d'acte de naissance de moins de trois mois, ou l'Ordonnance du Tribunal pour celui ou celle qui a fait l'objet d'un jugement supplétif ;
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin n°3) de moins de trois mois ;
- Un certificat de résidence délivré depuis moins de trois mois ;
- Un certificat de position militaire vis-à-vis du service national ;
- Un certificat de toise dûment rempli et signé par un Officier de Police Judiciaire normalement désigné par le Service Central de Recrutement, (spécimen à retirer au service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>) (Cf. ANNEXE VII) ;
- Un certificat attestant un test négatif de grossesse pour les femmes ;
- Un certificat de bonne conduite délivré par le Fokontany sous pli fermé CONFIDENTIEL (spécimen à retirer auprès du service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>) (Cf. ANNEXE II) ;
- Une fiche médicale d'aptitude physique et mentale (spécimen à retirer auprès du service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>), sous pli fermé CONFIDENTIEL, remplie par un médecin de l'Administration de la santé publique, niveau CSBII et plus, en confirmant la toise ;
- Deux photocopies (noir et blanc) certifiées du DIPLOME de maîtrise ou master I de l'enseignement supérieur ou d'un DIPLOME reconnu équivalent certifié conforme à l'original par le service de scolarité de l'établissement d'origine, avec présentation obligatoire de l'original qui sera restitué au propriétaire après vérification ;
- Une copie nominative de l'arrêté portant détermination de l'équivalence administrative du diplôme ou équivalent, à demander auprès du Ministère en charge de la Fonction Publique ;
- Si le candidat a poursuivi d'autre formation spécifique, la photocopie (noir et blanc) certifiée de diplôme, de certificat ou d'attestation doit être pièce jointe du dossier.

Les fonctionnaires de Police, qui souhaitent participer au concours direct, doivent obligatoirement fournir tous les dossiers requis.

## **B. POUR LE CONCOURS PROFESSIONNEL**

- Deux Fiches d'inscription remplies en bonne et du forme à retirer auprès du service responsable de la réception du dossier de candidature (spécimen à retirer au service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>) (Cf. ANNEXE IV) ;
- Une enveloppe kraft de grand format comportant en caractère majuscule les noms et prénoms du candidat, la catégorie et le centre d'examen choisi ;
- Deux photos d'identité récentes et identiques avec mention du nom, prénoms et catégorie du concours choisie en verso ;
- Une photographie récente du candidat sur pieds avec mention du nom, prénoms et catégorie du concours choisie en verso bien lisible ;
- Deux enveloppes timbrées à mille Ariary (1000 Ar) avec adresse et numéro de téléphone du candidat ;
- Un reçu ou récépissé de versement en espèce de soixante mille Ariary (60 000 Ariary) à titre de droit d'inscription, au compte numéro : 05000/1 566776 000 0 (62), de la BOA au profit du Ministère de la Sécurité Publique. Ce droit est non remboursable en cas d'échec ou de rejet ;
- Une demande manuscrite indiquant le centre de concours adressée à Monsieur LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE;
- Une lettre de motivation manuscrite comportant les avis du chef hiérarchique à adresser sous couvert de la voie hiérarchique à Monsieur le MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE;
- Un relevé de service à retirer auprès du Service Central du Personnel à Anosy ;

- Un certificat attestant un test négatif de grossesse pour les femmes ;
- Une fiche médicale d'aptitude physique (spécimen à retirer auprès du service responsable du recrutement ou à télécharger sur le site web : <https://www.pn.gov.mg>), sous pli fermé CONFIDENTIEL, remplie par un médecin de l'Administration de la santé publique, niveau CSBII et plus, en confirmant la toise ;
- Si le candidat a poursuivi d'autre formation spécifique, la photocopie (noir et blanc) certifiée de diplôme, de certificat ou d'attestation doit être pièce jointe du dossier.

**Article 7.** Le dossier d'inscription au concours est obligatoirement déposé à la Direction Régionale de la Sécurité Publique du centre d'examen choisi par le ou la candidat(e) en personne ou au Service Central du Recrutement Anosy pour le centre d'Antananarivo.

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée le **05 avril 2024 à seize heures**.

**Article 8.** Tout manquement aux dispositions relatives aux visites médicales d'aptitude entraîne l'irrecevabilité des dossiers de candidature et/ou la radiation de la liste des admis.

**Article 9.** Les dossiers incomplets ou déposés tardivement seront systématiquement rejetés ;

De même, les faux ou usages de faux commis à l'occasion de l'inscription au concours engagent la responsabilité de leurs auteurs ou complices éventuels et entraînent l'annulation d'office de celle-ci ;

En tout état de cause, toute irrégularité ou non-respect des conditions et formalités requises par les lois et règlements en vigueur et par le présent arrêté constatées à tout moment entraîne systématiquement l'annulation de l'inscription, la radiation de la liste des admis au cours de la délibération et voire même l'expulsion d'office de l'Ecole en cours de formation, sans préjudice des poursuites disciplinaires et/ou pénales ;

Les dossiers de candidature parvenus à la Direction Générale de la Police Nationale sont considérés comme propriétés de l'Administration et ne pourront faire l'objet d'aucune restitution. L'administration veille toutefois à la confidentialité des données personnelles dont elle a eu connaissance.

**Article 10.** Après le dépôt de dossier de candidature, aucun changement de centre d'examen et de catégorie de concours n'est autorisé.

**Article 11.** La liste des candidats autorisés à concourir sera affichée à la Direction Générale de la Police Nationale à Anosy, auprès de l'Ecole Nationale des Inspecteurs et Agents de Police à ANTSIRABE, de l'Ecole Nationale Supérieure de Police à IVATO et des Directions Régionales de Sécurité Publique ;

Seuls les candidats autorisés à concourir peuvent se présenter à toutes les épreuves.

**Article 12.** Les concours comportent chacun deux (2) séries d'épreuves :

- 1<sup>ère</sup> série d'épreuves d'admissibilité ;
- 2<sup>ème</sup> série d'épreuves d'admission.

**Article 13.** Le calendrier des épreuves d'admissibilité est fixé comme suit :

#### **A. POUR LE CONCOURS DIRECT**

DATE ET HEURES		ÉPREUVES OBLIGATOIRES	DUREE	COEFFICIENT
04/05/2024	09h-11h	Des questions à choix multiples sur les cultures générales	02h	02
	15h-17h	Une composition en français portant sur le Droit Pénal Général et le Droit Pénal Spécial	02h	02
.05/05/2024	09h-11h	Une composition en français portant sur le Droit Administratif	02h	02
	15h-16h	Une composition en français sur la Liberté Publique	01h	01

## B. POUR LE CONCOURS PROFESSIONNEL

DATE ET HEURES		ÉPREUVES OBLIGATOIRES	DUREE	COEFFICIENT
04/05/2024	09h-11h	Des questions à choix multiples sur les cultures générales	02h	02
	15h-17h	Une composition en français portant sur le Droit Pénal Général et le Droit Pénal Spécial	02h	02
.05/05/2024	09h-11h	Une composition en français sur la Procédure Pénale	02h	02
	15h-16h	Une composition en français portant sur l'établissement de notes ou rapports relatifs aux missions des divers Services de la Police Nationale	01h	01

**Article 14.** Le système de double correction des copies est obligatoire. Une troisième correction est requise en cas d'écart de sept (07) points des deux notes initiales. Dans ce cas, la note à considérer est la moyenne des deux notes les plus proches.

**Article 15.** Les épreuves d'admission se déroulent aux jours et heures fixés par le Président du Jury, nommé par Décision du Ministre de la Sécurité Publique, et comprennent :

- a) Un entretien et un examen oral sur un sujet tiré au sort en français se rapportant :
  - Sur l'organisation politique, administrative et judiciaire à Madagascar et des sujets de cultures générales (pour le concours direct) ;
  - Sur l'organisation générale de la Police Nationale et à l'exercice de la profession policière et des sujets de cultures générales (pour le concours professionnel).

Durée : 15 minutes avec une préparation de 10 minutes ; Coefficient : 2
- b) Un test psychotechnique  
Durée maximale : 05 minutes ; Coefficient : 1
- c) Une épreuve d'éducation physique et sportive englobant la course à pieds (course demi-fond, course de vitesse), le lancer de poids, la montée de corde et le saut en longueur dont les barèmes de performance et de notation figurent en annexe (Cf. ANNEXE V) ; Coefficient : 2

**Article 16.** Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 07/20 à l'une des épreuves est éliminatoire dans les deux séries d'épreuves du concours. Tout candidats constaté absent n'est plus autorisé à poursuivre le reste des épreuves et est éliminé d'office.

**Article 17.** Les candidats ayant subi avec succès les épreuves écrites obligatoires sont déclarés admissibles. Cependant nul ne peut être déclaré admissible à participer à la deuxième série d'épreuves que s'il a obtenu au moins une moyenne de 10/20 sur l'ensemble de la première série d'épreuves. L'établissement des résultats d'admissibilité s'effectuera en considération du nombre de places à pourvoir suivant une proportion fixée telle que le nombre de candidats admissibles représente 1,3 fois le nombre de places à pourvoir.

**Article 18.** Une deuxième visite médicale est effectuée à l'endroit des candidats admissibles par un médecin de l'Administration de la santé publique, suivant les normes SIGYCOP ;

Les candidats admissibles seront informés des procédures relatives à la réalisation de cette visite ;

Tout candidat admissible est soumis à une contre-toise effectuée par le service responsable du recrutement suivant les mêmes procédures que lors de la première phase du concours ;

Les candidats de sexe féminin sont obligatoirement soumis à un test de grossesse.

**Article 19.** Les résultats des visites médicales et des contre-toises constituent un paramètre pour l'admission définitive ou non du candidat ;

Toute falsification de résultats dûment constatée engage la responsabilité entière de son auteur.

**Article 20.** L'admission définitive des candidats aux concours n'est prononcée que lorsqu'ils auront réussi aux épreuves prévues à cet effet et auront satisfait aux conditions de recrutement précitées. Nul ne peut être déclaré admis définitivement aux concours que s'il n'a obtenu la moyenne de 12/20 ou plus sur le cumul des deux séries d'épreuves.

**Article 21.** Les candidats définitivement admis dans chaque centre d'examen sont ceux ayant obtenu la moyenne prévue par l'article 20 du présent arrêté et le cas échéant, ceux ayant été délibérés. La liste des candidats admis définitivement sera constatée par Arrêté du Ministre chargé de la Police Nationale et du Ministre chargé de la Fonction publique avant sa publication par voie d'affichage et son insertion dans le Journal Officiel.

**Article 22.** Les membres de la commission de délibération sont désignés par Décision du Ministre de la Sécurité Publique. La commission de délibération dispose, dans son appréciation, du plein pouvoir pour consulter tout document fourni à propos d'un candidat notamment la fiche médicale d'aptitude. Les membres de la commission de délibération sont souverains et libres dans leurs délibérations. Cependant, ils sont tenus par les dispositions légales et réglementaires régissant les concours.

**Article 23.** Conformément aux dispositions de l'article 26 (nouveau), alinéa 2 du Décret n°2011-447 du 09 Août 2011 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret n°2005-500 du 19 Juillet 2005 régissant les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs, les résultats des concours doivent être proclamés dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après la délibération.

**Article 24.** La formation initiale exige des efforts physiques intenses. Tout candidat admis doit à cet effet prendre toutes les dispositions qui s'imposent.

**Article 25.** Les candidats reçus aux deux concours seront nommés Elèves Commissaires de Police à l'Ecole Nationale Supérieure de Police pour une scolarité de deux (02) ans. Durant la période de scolarité, ils sont en régime d'internat et s'acquitteront d'une pension dont le montant sera fixé avant le début de la formation, à titre de participation aux charges.

**Article 26.** En application du Décret n°2002-1546 du 03 Décembre 2003 portant Statut particulier du Corps des Inspecteurs Généraux, Contrôleurs Généraux et des Commissaires de Police, les Elèves issus du concours direct qui ne sont pas encore fonctionnaires perçoivent une allocation d'entretien dont le montant est fixé par la réglementation en vigueur ;

Conformément aux dispositions du Décret N° 74-034 du 25/01/1974, les fonctionnaires reçues à un concours administratif et devrait suivre une formation dans un établissement public de formation professionnelle à Madagascar gardent pendant la durée normale de leur scolarité leur solde de fonctionnaire ;

Ceux issus du concours professionnel conservent le bénéfice de la solde attachée à l'indice qu'ils avaient acquis dans leurs corps d'origine si celle-ci est supérieure à l'allocation d'entretien.

**Article 27.** Conformément aux dispositions de l'article 8 du Décret n°2002-1546 du 03 Décembre 2002 fixant le Statut particulier du Corps des Inspecteurs Généraux, Contrôleurs Généraux et Commissaires de Police, les Elèves Commissaires de Police issus du concours direct reçus à l'examen de fin de scolarité de l'Ecole Nationale Supérieure de Police sont nommés Commissaires de Police Stagiaires à l'indice 1550 quel que soit leur précédent indice éventuel. Ils sont soumis à l'accomplissement d'un stage probatoire d'un an ;

Ceux issus du concours professionnel et reçus à l'examen de fin de scolarité de l'Ecole Nationale Supérieure de Police sont nommés Commissaires de Police aux classes et échelons dotés de l'indice égal ou immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leurs anciens corps, tout en conservant l'ancienneté d'échelon, et non de classe, qu'ils ont acquise. Ils ne sont pas soumis à un stage probatoire dans le cas où l'indice de nomination est supérieur à l'indice attaché à l'échelon stagiaire.

**Article 28.** En cas de défaillance ou de désistement dûment constaté d'un ou de plusieurs candidats déclarés définitivement admis ou en cas de désistement par écrit sur l'initiative du ou des candidats ou en cas de décès d'un candidat, la procédure de remplacement est déclenchée ;

**Article 29.** Le remplacement sera fait conformément à une liste d'attente établie par ordre de mérite des candidats préalablement arrêté par le jury lors de la délibération finale des résultats définitifs ;

Cette liste d'attente constituée du reste des candidats admissibles ne fera pas toutefois l'objet d'un affichage ;

Le concours direct et le concours professionnel comportent chacun leur propre liste d'attente.

**Article 30.** En raison de l'urgence et conformément à l'article 61 de l'ordonnance N° 62 041 du 19 septembre 1962 relative aux dispositions du droit interne et du droit international privé, le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication radiodiffusé et/ou télévisée indépendamment de son insertion au journal officiel de la République.

**Article 31.** Toutes dispositions antérieures et contraires au présent Arrêté sont et demeurent abrogées.

**Article 32.** Le présent Arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Antananarivo, le 23 Février 2024

Signé par LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT  
Par Délégation,

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

LE MINISTRE DE LA SECURITE PUBLIQUE

---

« **POUR AMPLIATION CONFORME A L'ORIGINAL** »

N° 242 -MSP/SG/DRH/CAB

Antananarivo, le 26 Février 2024

LE DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES



**RABARIJONA Holimahefa Eric**  
*Commissaire Divisionnaire de Police*

DESTINATAIRES :

-MSP/CAB  
-SG/CAB  
-DGN/CAB  
-IGPN/CAB

» « A TITRE DE COMPTE RENDU »